

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



DISTR.
GÉNÉRAL
E/CN.4/SR.194
25 mai 1950
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS



COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Sixième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE

DE LA CENT-QUATRE-VINGT-QUATORZIÈME SÉANCE

Tenue à Lake Success, New-York,
le mardi 16 mai 1950, à 11 heures.

SOMMAIRE

- Projet de pacte international des droits de l'homme :
- Article 2 (E/CN.4/353/Add.10, E/CN.4/365, E/CN.4/374, E/CN.4/380,
(suite)

PRESENTS

Présidente : Mme F.D. ROOSEVELT Etats-Unis d'Amérique

Membres : M. WHITLAM Australie
 M. NISOT Belgique
 M. VALENZUELA Chili
 M. CHANG Chine
 M. SORENSEN Danemark
 M. RAMADAN Egypte
 M. CASSIN France
 M. KYROU Grèce
 Mme MEHTA Inde
 M. MALIK Liban
 M. MENDEZ Philippines
 Mlle BOWLE Royaume-Uni de Grande-Bretagne
 et d'Irlande du Nord
 M. ORIBE Uruguay
 M. JEVREMOVIC Yougoslavie

Représentante d'une institution spécialisée :

Mlle ORENSTEIN Organisation mondiale de la
 santé (OMS)

Représentants d'organisations non-gouvernementales :

Catégorie A : Mlle SENDER Confédération internationale des
 syndicats libres (CISL)
 Mme SPRAGUE Fédération mondiale des associations
 pour les Nations Unies

Catégorie B : M. MOSKOWITZ Conseil consultatif d'organisations
 juives
 M. BERNSTEIN Comité de coordination d'organisa-
 M. HALPERIN tions juives
 Mme PARSONS Conseil international des femmes
 Mlle ROBB Fédération internationale des femmes
 diplômées des universités
 M. BEER Ligue internationale des droits
 de l'homme
 Mlle SCHAEFER Union internationale des ligues
 féminines catholiques

Secrétariat : M. SCHWELB Directeur adjoint de la Division
 des droits de l'homme
 M. SCHACHTER Directeur général par intérim du
 Département des affaires juridiques
 M. DAS Secrétaire de la Commission

PROJET DE PACTE INTERNATIONAL DES DROITS DE L'HOMME :

Article 2 (E/CN.4/353/Add.10, E/CN.4/365, E/CN.4/374, E/CN.4/380 (suite))

1. Au sujet de la proposition du Royaume-Uni tendant à insérer un nouvel article après l'article 2 (E/CN.4/375), M. NISOT (Belgique) demande quelle est la pratique habituellement suivie en ce qui concerne les réserves formulées au sujet de traités ou de conventions qui ne comportent pas de disposition particulière au sujet de telles réserves.
2. M. SCHACHTER (Secrétariat) indique que le Secrétaire général, en qualité de dépositaire des instruments de ratification, communique toute réserve formulée au sujet d'une convention donnée à tous les Etats parties à ladite convention. Si un seul Etat partie à la convention fait objection à cette réserve, la ratification ou l'adhésion de l'Etat qui a formulé la réserve n'est pas acceptée. En d'autres termes, pour que l'Etat qui formule la réserve puisse accéder à la convention, il est indispensable que toutes les parties approuvent la réserve formulée.
3. En réponse à une autre question de M. NISOT (Belgique), M. SCHACHTER (Secrétariat) fait remarquer qu'en substance, une réserve équivaut à une proposition d'amendement d'un traité; c'est pourquoi le consentement de toutes les parties est nécessaire. La théorie qui prévaut est que toutes les parties ont le droit de modifier un traité donné par consentement unanime.
4. La PRESIDENTE fait remarquer que la proposition du Royaume-Uni tend à l'insertion d'un nouvel article; elle ne doit donc pas être considérée conjointement avec l'article 2.
5. M. SORENSEN (Danemark) signale que la question des réserves, traitée dans la proposition du Royaume-Uni, est également abordée dans l'amendement libanais à l'article 2 (E/CN.4/330). Il suggère donc à la Commission de considérer comme parfaitement régulière la discussion de la proposition du Royaume-Uni.
Il en est ainsi décidé.
6. M. NISOT (Belgique) se demande si l'adoption du paragraphe 3 de la proposition du Royaume-Uni qui prévoit que "Les réserves de caractère général ne seront pas admises" signifierait que l'on ne suivrait pas la procédure habituellement suivie en ce qui concerne les réserves, - procédure dont le

représentant du Secrétariat vient d'indiquer les grandes lignes.

7. Mlle BOWIE (Royaume-Uni) dit que sa délégation sait que certains Etats peuvent avoir des lois touchant les droits de leurs citoyens qui, sans aller à l'encontre des droits de l'homme, ne sont pas entièrement conformes aux dispositions du Pacte, et qui ne pourraient être immédiatement modifiées. Des réserves peuvent, pour ces raisons, être formulées au moment du dépôt de l'instrument de ratification, mais elles doivent être extrêmement explicites et précises. De l'avis de sa délégation, les réserves générales s'appliquant à des classes de gens tout entières ou à des séries de dispositions devraient être exclues; toutefois, si le paragraphe 3 de l'article proposé paraît de nature à susciter des difficultés, Mlle Bowie est disposée à le retirer, puisque l'objet du paragraphe 2 est énoncé de façon suffisamment claire.

8. En réponse à M. SCHACHTER (Secrétariat) la représentante du Royaume-Uni indique que sa délégation n'envisage pas pour ce genre de réserves la nécessité d'une approbation de la part de tous les Etats parties au pacte.

9. M. NISOT (Belgique) fait remarquer que le système suggéré dans la proposition de sa délégation tendant à l'insertion d'un article supplémentaire (E/CN.4/486) lui paraît ^{préférable} à la pratique déjà suivie par le Secrétariat, telle que l'a indiquée le représentant du Département des affaires juridiques.

10. La PRESIDENTE invite les membres de la Commission à passer à l'examen de l'article 2, avec les amendements qui y ont été présentés.

11. M. WHITLAM (Australie) présente les amendements de sa délégation à l'article 2 (E/CN.4/353/Add.10, pages 3-4), et souligne qu'il est préférable d'employer le mot "reconnus" que le mot "définis", ce dernier terme pouvant laisser supposer que les droits énoncés dans le pacte sont accordés pour la première fois, alors que le premier exprimerait clairement que les droits en question existent déjà et sont en vérité inséparables du concept de la dignité humaine. Sa délégation propose d'autre part l'insertion des mots "à prendre... les dispositions nécessaires" car un Gouvernement fédéral n'est pas habilité à donner ordre aux Etats qui entrent dans la confédération d'adopter des mesures législatives, ni de les leur imposer; il peut seulement prendre les dispositions nécessaires pour que ces mesures soient adoptées.

12. M. RAMADAN (Egypte) votera pour le maintien des mots "dans un délai raisonnable" dans la deuxième phrase du paragraphe 1 et, d'autre part, pour la suppression des mots "si les mesures, législatives ou autres, qui sont déjà en vigueur, ne le prévoient pas.", au début de cette phrase, comme le propose l'amendement français (E/CN.4/365). Il est également favorable à la proposition française tendant à remplacer dans le texte français le mot "juridiction" par le mot "compétence".

13. La PRESIDENTE propose d'adopter cette dernière modification sans vote, car elle n'intéresse que le texte français.

Il en est ainsi décidé.

14. La PRESIDENTE, parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, est disposée à accepter les amendements de l'Australie. Pour les motifs qu'elle a exposés au cours de la séance précédente, elle entend insister à nouveau pour l'adoption de l'amendement des Etats-Unis au paragraphe 1 (E/CN.4/365), amendement qui consiste à insérer dans la première phrase les mots "se trouvant dans leur territoire et" immédiatement avant le mot "relevant". Cet amendement limiterait le champ d'application du pacte aux personnes se trouvant sur le territoire d'un Etat et soumis à sa juridiction. En application de cet amendement, le Gouvernement des Etats-Unis, en

ratifiant le pacte, n'assumerait pas l'obligation de veiller au respect des droits que le pacte reconnaît en ce qui concerne les ressortissants des pays occupés par les Etats-Unis.

15. M. MENDEZ (Philippines) fait observer qu'un ressortissant des Etats-Unis se trouvant à l'étranger aurait certainement le droit de se prévaloir de la compétence des Etats-Unis si on lui dénie les droits reconnus dans le Pacte.

16. La PRESIDENTE, parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, déclare que si un tel cas se produisait sur le territoire d'un Etat partie au Pacte, le Gouvernement des Etats-Unis insisterait pour que cet Etat fasse honneur aux obligations qu'il a contractées aux termes du Pacte; si, par contre, l'Etat en question n'avait pas accédé au Pacte, le Gouvernement des Etats-Unis ne pourrait rien de plus que faire des représentations en faveur de ses ressortissants par les voies diplomatiques normales. Le Gouvernement des

Etats-Unis n'exercerait certainement pas de compétence sur une personne située à l'extérieur de son territoire.

17. M. KYROU (Grèce) propose de modifier la première phrase de l'article 2 de la manière suivante : "... à tous les individus qui se trouvent dans leur territoire ou relèvent de leur compétence..."

18. La PRESIDENTE, parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, s'élève contre cette suggestion, qui semble établir une distinction entre le fait de se trouver sur le territoire d'un Etat et celui de relever de sa compétence.

19. M. CASSIN (France) préférerait une phrase rédigée conformément à la proposition du représentant de la Grèce; néanmoins, les droits reconnus dans le pacte sont d'ordre territorial et, on ne peut en pratique en assurer le respect en dehors du territoire de l'Etat contractant; aussi M. Cassin ne croit-il pas que la question mérite une discussion prolongée.

20. M. VALENZUELA (Chili) estime qu'il s'agit d'une question de traduction en français. Sa délégation appuie la position prise par la délégation des Etats-Unis, qu'elle estime juridiquement rationnelle au point de vue du droit international. Les questions de territoire et de juridiction nationale sont des questions distinctes. Les personnes qui habitent dans un territoire donné ont droit à être protégées par l'Etat qui exerce sa compétence sur ce territoire; en conséquence, les personnes vivant en dehors de leur pays doivent relever des lois du pays où elles résident. Un Etat ne peut conserver sa compétence sur ses ressortissants résidant à l'étranger qu'en ce qui concerne le mariage, la famille, les droits de succession, etc. La question des territoires sous tutelle et des régions occupées par les forces armées constitue un cas différent, mais ne modifie en rien le principe général énoncé par la délégation des Etats-Unis. La délégation du Chili ne peut appuyer aucune autre solution.

21. La PRESIDENTE, parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, tient à souligner que les mots "se trouvant dans leur territoire" signifient, selon sa délégation, sur le territoire qui appartient effectivement à un Etat donné.

22. M. JEVREMOVIC (Yougoslavie) estime, comme le représentant du Chili, qu'il faut traiter comme des questions distinctes le territoire national et la juridiction nationale; c'est pour cette raison qu'il ne peut accepter l'amendement des Etats-Unis. La compétence nationale est définie par le droit national, et toutes les personnes qui résident sur le territoire d'un Etat ne relèvent pas de la juridiction de cet Etat. Le contraire est également exact, et en insérant à la fois le mot "territoire" et le mot "compétence", on réduirait en fait les obligations des Etats en ce qui concerne la protection des droits de l'homme. Quant à la question de l'occupation militaire d'une région, M. Jevremovic souligne que cette situation n'est pas normale et se produit à la suite d'une guerre; et que l'article 4 prévoit des dérogations à certaines obligations des Etats dans de telles conditions. En conséquence, la question de l'occupation militaire ne justifie pas à elle seule à ce qu'on mentionne le "territoire" à l'article 2. Il s'oppose à une telle mention, et il estime que le mot "compétence" suffit à traiter tous les cas qui relèvent de l'article 2.

23. M. MALIK (Liban) mentionne trois éventualités où l'application de l'amendement des Etats-Unis soulève des difficultés. En premier lieu, il estime que cet amendement est contraire à l'article 11, qui affirme le droit d'une personne habitant à l'étranger de revenir dans son pays; il ne lui serait pas possible de revenir dans son pays si, lorsqu'il est à l'étranger, il ne relèverait pas de la compétence de son propre Gouvernement. En second lieu, si le ressortissant d'un Etat quelconque, lorsqu'il se trouve à l'étranger, est informé qu'une action en justice a été intentée contre lui dans son pays, on pourrait lui dénier le droit à un procès équitable en raison du fait qu'il réside à l'étranger. En troisième lieu, la question se pose de savoir si on pourrait accorder au ressortissant d'un certain Etat, lorsqu'il se trouve à l'étranger, un procès équitable et public au cours d'une action en justice qui se déroulerait dans le pays où il réside.

24. M. Malik estime qu'on réglerait ces cas en ajoutant après le texte de l'amendement des Etats-Unis des mots tels que "dans la mesure où le droit interne est applicable". Il lui semble indispensable qu'une nation garantisse à ses ressortissants le respect de leurs droits fondamentaux lorsqu'ils se trouvent à l'étranger aussi bien que lorsqu'ils sont chez eux.

25. La PRESIDENTE, parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, répète qu'il n'est possible à aucune nation de garantir le respect de

ces droits, aux termes du projet de pacte, à ses ressortissants résidant à l'étranger. Toutefois, elle ne voit aucune opposition entre l'amendement des Etats-Unis et l'article 11; les termes de l'article 11 s'appliqueraient naturellement dans tous les cas, et toute personne désirant rentrer dans son pays, serait assurée d'un procès public et équitable au cours de toute action intentée contre elle.

26. M. NISOT (Belgique) propose le libellé suivant : "... à tous les individus relevant de leur compétence, qu'ils se trouvent dans leur territoire ou ailleurs..."

27. En réponse à une question de M. MENDEZ (Philippines, la PRESIDENTE, parlant en tant que représentante des Etats-Unis, affirme que tous les étrangers résidant sur le territoire des Etats-Unis auront droit à être protégés, en tant qu'étrangers, par le Gouvernement des Etats-Unis.

28. M. JEVREMOVIC (Yougoslavie) critique à nouveau le mot "territoire"; il maintient que les droits des citoyens doivent être garantis par leurs Gouvernement tant à l'étranger que dans leur propre pays. Agir autrement serait dangereux; il pourrait advenir, par exemple, que des Etats excluent leurs colonies ou leurs territoires sous tutelle du champ d'application du pacte, sous prétexte que ces territoires sont extérieurs à leur "territoire national".

29. La PRESIDENTE répond, en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, qu'une nation ne saurait garantir à ses ressortissants en territoire étranger un procès équitable en vertu du pacte. Si le pays étranger en cause n'a pas ratifié le pacte, il ne s'estimera pas lié par cet instrument; dans ce cas, la seule ressource du Gouvernement du citoyen en question sera d'interjeter appel par la voie diplomatique.

30. M. ORIBE (Uruguay) estime que c'est le point de vue de la délégation des Etats-Unis qui est le plus juste et le plus logique. La première question à trancher est celle de savoir quelles sont les personnes qui relèvent de la compétence, tant personnelle que territoriale, d'un Etat. La compétence d'un Etat s'étend à ses ressortissants, qu'ils se trouvent sur son territoire ou à l'étranger; toutefois, il faut déterminer quels sont, parmi ces ressortissants, ceux auxquels l'Etat doit garantir les droits fondamentaux de l'homme. Etant donné qu'aucun Etat ne dispose de juges, de policiers, ni d'appareil judiciaire, etc., dans les territoires extérieurs à sa compétence, il est évident que les Etats ne

peuvent efficacement garantir la jouissance des droits de l'homme qu'aux personnes résidant dans les limites de leur compétence territoriale. C'est pourquoi la délégation uruguayenne appuiera l'amendement des Etats-Unis.

31. M. NISOT (Belgique) soulève la question des troupes maintenues par un Etat en territoire étranger; il est évident que ces troupes sont sous la juridiction de cet Etat.

32. La PRESIDENTE, parlant en qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, répond que ces troupes, bien que tenant garnison à l'étranger, restent sous la compétence de leur Etat. Elle ajoute que, si les citoyens français continuent, en quelque lieu qu'ils se trouvent, à être justiciables du droit pénal français, il n'en va pas de même des ressortissants des Etats-Unis : ceux-ci ne sont justiciables des lois de leur pays que pour autant qu'ils se trouvent sur le territoire des Etats-Unis.

33. M. JEVREMOVIC (Yougoslavie) ne saurait se satisfaire des explications de la représentante des Etats-Unis. Certains Etats possèdent des lois en vertu desquelles leurs ressortissants restent assujettis à leur compétence même lorsqu'ils résident à l'étranger. Bien que le droit des Etats-Unis ne lui soit pas familier, M. Jevremovic suppose qu'un citoyen des Etats-Unis, auteur d'un crime à l'étranger, serait justiciable de poursuites de la part de son Gouvernement, à son retour dans son pays. De même, un citoyen des Etats-Unis qui aurait commis un crime ~~aux Etats-Unis~~, à bord d'un navire des Etats-Unis, serait considéré comme relevant de la compétence des Etats-Unis. M. Jevremovic répète que l'étendue de la compétence nationale est définie par la législation nationale; en général, la plupart des pays préfèrent faire juger leurs ressortissants par leurs propres tribunaux, même si leur crime a été commis à l'étranger.

34. M. CASSIN (France) rappelle que la Commission a pour but de garantir la protection des droits de l'homme, mais non de chercher à modifier ou à amender le droit international en vigueur. Il lui semble que l'amendement des Etats-Unis défie les diverses conceptions en honneur, relatives à la compétence et à la souveraineté nationale, et risque par conséquent de soulever de graves difficultés. L'article en cours d'examen ne doit traiter que de questions de compétence relevant du droit international ordinaire, sans toucher à des cas exceptionnels tels que l'occupation militaire.

35. En réponse à une question posée par le représentant de la Yougoslavie, M. Garstin explique qu'en droit français, les colonies sont considérées comme parties du territoire national et sont protégées en conséquence.

36. M. NISOT (Belgique) suggère que les mots "à tous les individus dans les limites de sa compétence" devraient répondre aux besoins de la cause.

37. M. MENDEZ (Philippines) demande quelle serait l'attitude du Gouvernement des Etats-Unis, d'une part envers un citoyen qui aurait fabriqué à l'étranger et introduit dans le territoire des Etats-Unis de faux billets de banque des Etats-Unis, d'autre part à l'égard d'un ressortissant des Etats-Unis qui se serait rendu coupable à l'étranger d'un délit dans l'exercice de fonctions officielles.

38. La PRESIDENTE répond, en qualité de représentante des Etats-Unis, que les cas de contrefaçon monétaire et de trahison constituent des exceptions à la règle; ces délits sont tous deux punissables, si le citoyen retourne aux Etats-Unis, mais dans ce cas seulement.

39. Mlle BOWIE (Royaume-Uni), revenant aux amendements à l'article 2 proposés par sa délégation (E/CN.4/374), rappelle certaines observations formulées à la séance précédente. On a notamment prétendu que si chacun des Etats signataires du pacte se voyait invité à conformer sa législation intérieure aux dispositions du pacte, le processus de ratification prendrait beaucoup trop de temps. Mlle Bowie explique que l'amendement du Royaume-Uni n'a pas pour objet de contraindre les Etats à remanier leur législation intérieure; il ne vise qu'à garantir que les diverses législations intérieures sont conformes aux termes du pacte et qu'elles sont appliquées sans réserves.

40. Mlle Bowie rappelle qu'à la 31ème session de la Conférence internationale du travail, en 1948, le Comité de la Conférence chargé de la mise en oeuvre des conventions et des recommandations a fait rapport sur la question de l'harmonisation de la législation avec les conventions ratifiées. Le Comité a souligné, en effet, que la seule ratification acceptable est celle qui se traduit dans les faits. Tout Etat devenant partie à une convention devrait s'assurer, avant ratification, que sa législation intérieure garantit à tous égards l'application des dispositions de ladite convention. Il importe encore de vérifier si, du seul fait de la ratification, la convention se trouve automatiquement incorporée dans la législation intérieure du pays intéressé; en effet, une convention ne

saurait avoir son plein effet que si la législation et la pratique nationales sont en harmonie avec ses termes. Il ne suffit pas de mettre pour la forme la législation nationale en harmonie avec une convention ratifiée; les dispositions de la convention doivent être effectivement appliquées.

41. Mlle Bowie déclare que si la proposition de sa délégation est rejetée, elle appuiera l'amendement libanais; cependant, elle préférerait voir remplacer le délai d'un an prévu dans cet amendement par un délai de trois ans, car il se peut fort bien qu'il faille plus d'un an à un Etat pour adapter sa législation intérieure aux dispositions de la convention. Toutefois, il est indispensable de ne pas permettre aux Etats de prendre des engagements écrits qu'ils n'ont pas l'intention d'exécuter; c'est pourquoi Mlle Bowie juge dangereuse et inacceptable l'expression "dans un délai raisonnable", dans le texte primitif du paragraphe 1 de l'article 2.

42. Au cours de la discussion de l'article 20, la délégation du Royaume-Uni s'est déclarée favorable à l'insertion du membre de phrase ayant trait à la discrimination qui figure maintenant dans l'amendement libanais à l'article 2; toutefois, il avait été convenu à l'époque que le membre de phrase en question trouverait place dans un autre endroit du projet de pacte. En conséquence, Mlle Bowie insiste pour que la Commission décide d'incorporer ce membre de phrase dans l'article 2.

43. M. MALIK (Liban) accepte la proposition du Royaume-Uni visant à remplacer dans son amendement les mots "d'un an" par "de trois ans".

44. M. KYROU (Grèce) propose de clore la discussion.

45. En réponse à M. CRIBE (Uruguay), la PRESIDENTE annonce que la discussion est close en ce qui concerne le paragraphe 1 et que le paragraphe 2 sera examiné ultérieurement. Elle met ensuite aux voix l'amendement présenté conjointement par les délégations de la France et du Liban (E/CN.4/365, E/CN.4/380) et visant à l'insertion des mots "à respecter et " après les mots "s'engagent" dans le paragraphe 1.

Par 14 voix contre une, avec une abstention, cet amendement est adopté.

46. La PRESIDENTE met ensuite aux voix l'amendement des Etats-Unis visant à l'insertion des mots "se trouvant dans leur territoire et" immédiatement avant le mot "relevant", dans la première phrase du paragraphe 1 (E/CN.4/365).

Par 8 voix contre 2, avec 5 abstentions, cet amendement est adopté.

47. La PRESIDENTE met aux voix l'amendement présenté conjointement par l'Australie et le Liban et visant à remplacer, dans la troisième ligne du paragraphe 1 (E/CN.4/353/Add.10) (E/CN.4/380), le mot "définis" par "reconnus".

Par 11 voix contre 2, avec 2 abstentions, cet amendement est adopté.

48. La PRESIDENTE met aux voix l'amendement libanais visant à ajouter, à la fin de la première phrase du paragraphe 1, le texte suivant : "sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation" (E/CN.4/380).

49. M. VALENZUELA (Chili) demande qu'on procède à un vote distinct sur les mots "sans distinction aucune".

50. La PRESIDENTE met aux voix l'amendement du Liban visant à ajouter, à la fin de la première phrase du paragraphe 1, les mots "sans distinction aucune".

Cet amendement est adopté par 12 voix contre 2 et une abstention.

51. M. MENDEZ (Philippines) a voté contre cet amendement parce qu'il fait double emploi avec les dispositions de l'article 20.

52. M. NISOT (Belgique) ne saisit pas la portée exacte de cet amendement. Il craint que la répétition de la clause de non discrimination en tête de la convention ne conduise à interpréter cette dernière comme consacrant l'égalité de fait. Or, telle qu'elle figure déjà à l'article 20, encadrée par le contexte de cet article, cette clause ne consacre que l'égalité de droit, la seule qui soit possible. Ainsi, on ne peut traiter de même majeurs et mineurs, nationaux et étrangers.

53. La PRESIDENTE met aux voix le reste de l'amendement libanais à la première phrase du paragraphe 1.

Ce texte est adopté par 11 voix contre une et trois abstentions.

54. M. NISOT (Belgique) déclare s'être abstenu au vote pour les raisons qu'il vient d'énoncer. Ou bien le nouvel article 20 se borne à répéter l'article 20 et il est superflu, ou bien il ajoute à l'article 20 et on doit le tenir pour dangereux, faute de savoir ce qu'il y ajoute.

55. La PRESIDENTE a voté contre ce texte, en sa qualité de représentante des Etats-Unis d'Amérique, pour les raisons exposées par le représentant de la Belgique.

56. M. VALENZUELA (Chili) a voté contre parce que sa délégation s'oppose fermement à ce qu'on utilise dans un acte juridique des termes anti-scientifiques

tels que "race" et "couleur". C'est pour cette raison qu'il avait demandé à la Présidente de mettre aux voix l'amendement du Liban en plusieurs parties.

57. M. CASSIN (France) a voté pour l'amendement du Liban parce qu'il estime que c'est dans l'article 2 qu'il convient de faire état des mesures discriminatoires. D'autre part, en seconde lecture, il proposera de supprimer certaines parties de l'article 20, qui sont dangereuses et ne sont guère que des promesses.

58. En réponse à M. NISOT (Belgique), Mlle BOWIE (Royaume-Uni) précise que son amendement à la deuxième phrase du paragraphe 1 (E/CN.4/374) ne s'applique qu'aux ratifications par les Etats.

59. La PRESIDENTE met aux voix la proposition du Royaume-Uni visant à remplacer la deuxième phrase du texte initial (E/CN.4/365) par les mots "tout dépôt d'instrument d'adhésion sera accompagné d'une déclaration solennelle, faite par le Gouvernement de l'Etat intéressé, aux termes de laquelle la législation de cet Etat donne plein et entier effet aux dispositions du Pacte" (E/CN.4/374).

Cet amendement est rejeté par 10 voix contre une et trois abstentions.

60. M. NISOT (Belgique) a voté contre le texte du Royaume-Uni parce qu'on pourrait l'interpréter comme empêchant un Etat de ratifier le Pacte tant qu'il n'a pas mis sa législation interne en harmonie avec les dispositions de cet instrument. De plus, ce texte est en contradiction avec la teneur du nouvel article que le représentant du Royaume-Uni veut voir insérer après l'article 2 du Pacte. (E/CN.4/375).

61. M. SØRENSEN (Danemark) s'est abstenu parce qu'il estime qu'il aurait fallu remanier l'amendement en fonction des explications fournies par le représentant du Royaume-Uni sur son texte.

62. La PRESIDENTE met aux voix l'amendement de la France visant à faire de la seconde phrase de ce paragraphe un paragraphe distinct (E/CN.4/365).

Cette proposition est adoptée par 12 voix contre zéro et 3 abstentions.

63. La PRESIDENTE met aux voix l'amendement du Liban visant à insérer les mots "qui sont déjà en vigueur" après les mots "législatifs ou autres", dans la quatrième ligne du nouveau paragraphe 2 (E/CN.4/380).

Par 10 voix contre zéro, avec 4 abstentions, cet amendement est adopté.

64. M. CRIBE (Uruguay) demande qu'on procède à un vote distinct sur les mots "si les mesures, législatives ou autres, qui sont déjà en vigueur, ne le prévoient pas", à la fin du nouveau paragraphe 2 (E/CN.4/365).

65. La PRESIDENTE met aux voix l'amendement de l'Australie : "les dispositions nécessaires" après les mots "du présent pacte" dans le nouveau paragraphe 2 (F/CN.4/353/Add.10).

Par 12 voix contre une, avec 2 abstentions, cet amendement est adopté.

66. M. WHITLAM (Australie) retire son amendement visant l'insertion dans le paragraphe 2 des mots "ou faire adopter"⁺ (E/CN.4/353/Add.10).

67. M. CRIBE (Uruguay) demande pourquoi il est nécessaire de fixer le délai dans lequel les Etats doivent adopter les mesures législatives ou autres destinées à assurer le respect des droits reconnus dans le pacte. D'ordinaire, une telle restriction implique que si l'on néglige de s'y conformer, on doit faire face à certaines conséquences. Il demande donc au représentant du Liban de préciser ce point.

68. M. MALIK (Liban) a essayé de trouver une solution transactionnelle qui satisfasse à la fois ceux qui préféreraient les mots "dans un délai raisonnable" et ceux qui ne désiraient fixer aucun délai. Une limite précise encouragerait les Etats à modifier leur législation afin de la rendre conforme au pacte.

69. La PRESIDENTE met aux voix l'amendement du Liban tendant à remplacer les mots "dans un délai raisonnable" par les mots "dans un délai de trois ans" (E/CN.4/380).

Par 7 voix contre 3, avec 3 abstentions, cet amendement est rejeté.

70. La PRESIDENTE met aux voix l'amendement australien visant à insérer, après les mots "législatives ou autres", les mots "qui peuvent être nécessaires" (E/CN.4/353/Add.10) dans le nouveau paragraphe 2 (E/CN.4/365).

Par 13 voix contre zéro, avec 2 abstentions, cet amendement est adopté.

71. La PRESIDENTE met aux voix l'amendement de l'Australie et du Liban visant à remplacer, dans la deuxième ligne du nouveau paragraphe 2, le mot "définis" par le mot "reconnus" (E/CN.4/353/Add.10, E/CN.3/380).

⁺ Note pour MM. les Editeurs : la traduction française du document E/CN.4/353/Add.10 porte, par erreur, "ou avoir adopté".

Par 13 voix contre zéro, avec une abstention, cet amendement est adopté.

72. La PRESIDENTE met aux voix l'ensemble du paragraphe 1 dans sa teneur modifiée :

"Les Hautes Parties contractantes s'engagent à respecter et à garantir à tous les individus se trouvant sur leur territoire ou relevant de leur juridiction les droits reconnus dans le présent pacte, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation".

Ce texte est adopté à l'unanimité.

73. M. MALIK (Liban) retire le troisième paragraphe de son amendement (E/CN.4/380), qui dépendait des mots "dans un délai de trois ans", dont l'insertion a été rejetée.

74. La PRESIDENTE met aux voix l'ensemble du nouveau paragraphe 2 dans sa teneur modifiée :

"Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre, dans un délai raisonnable, dans le cadre de leur constitution et des dispositions du présent pacte, les dispositions nécessaires pour adopter toutes mesures législatives ou autres, pour donner effet aux droits reconnus dans le présent pacte".

Par 12 voix contre zéro, avec 3 abstentions, ce paragraphe est adopté sous cette forme.

La séance est levée à 13 heures 10.